



Union syndicale Solidaires
31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris
contact@solidaires.org
bulletinsolidairesetegales@solidaires.org

solidaires.org

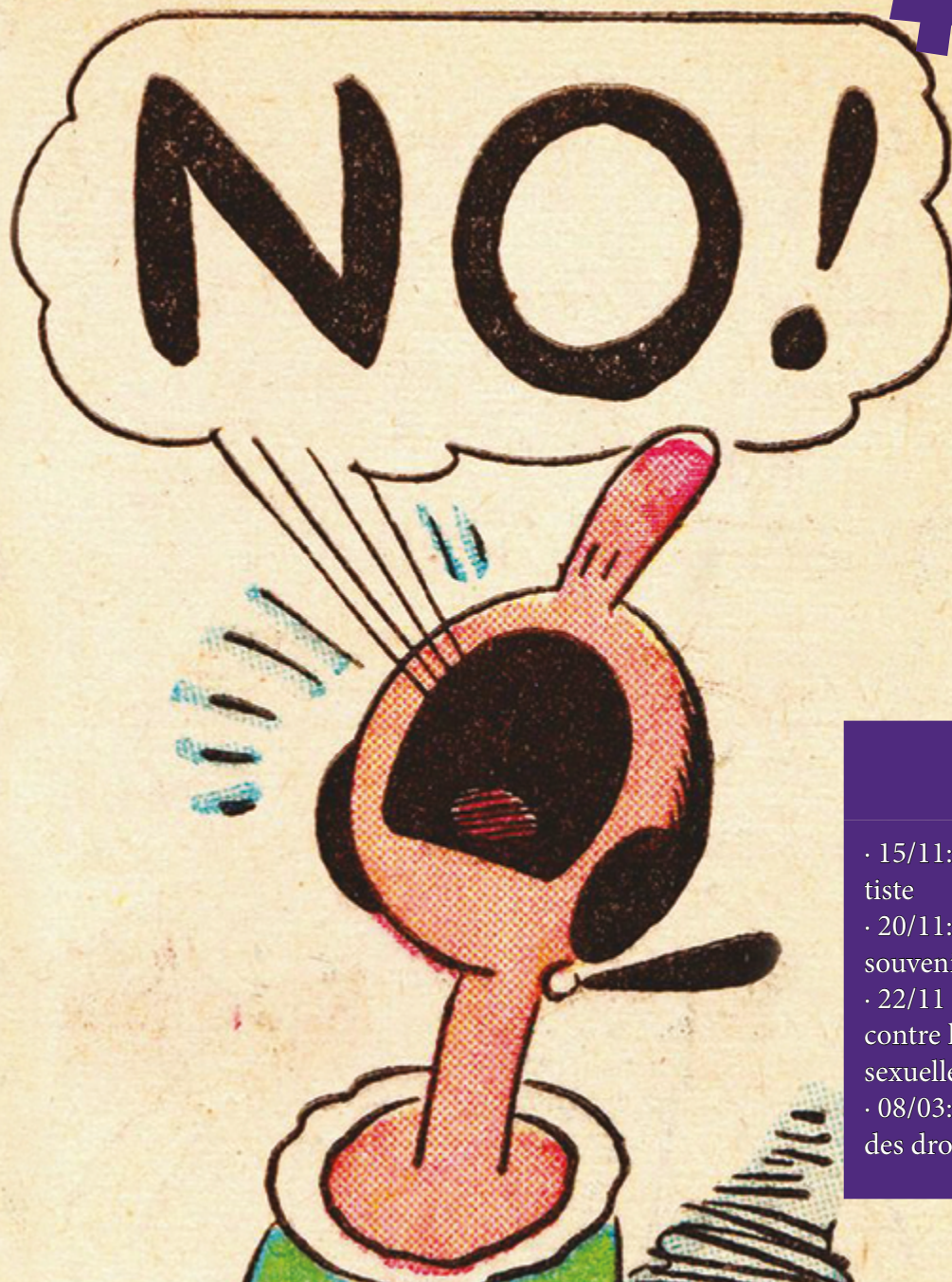
f @UnionSolidaires

t @Solidaires

i @union_solidaires

ÉGALES

nov 2025



Agenda

- 15/11: mobilisations enfantiste
- 20/11: TDor - journée du souvenir trans
- 22/11 et 25/11: mobilisations contre les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes
- 08/03: journée international des droits des femmes

Sommaire

page 2 : Édito

page 3 : Pourquoi le 25 novembre ?

page 4 : Actu

page 5 : Actu des mobilisations

page 6 : Octobre Rose, assez de pinkwashing

page 8 : Les femmes, les mines et la terre art 8

page 11 : VSS dans l'Éducation Nationale

page 14 : Femmes syndicalistes, racontons nous !

page 16 : spectacle «voir clair avec Monique Wittig

page 17 : livres

page 18 : livre et séries

page 19: film

QUE VAUT LA VIE DES FEMMES EN 2025 ?

Ce 25 novembre c'est la journée de lutte contre les violences faites aux femmes, et on dénombre à ce jour 135 féminicides...(141 ont été recensés en 2024). Et on ne fera pas ici le décompte des agressions sexuelles, viols, harcèlement sexuels qui détruisent la vie des femmes victimes.

Tandis que Lecornu et Macron tentent d'imposer un budget austéritaire, qui sera particulièrement néfaste pour les femmes, force est de constater qu'on oublie encore une fois les victimes de violences sexistes et sexuelles.

Depuis 2018, le mouvement féministe a réclamé un milliard, ré-ajusté ensuite à 3 milliards pour qu'enfin des politiques de prévention et de traitement des violences soient mises en œuvre. Pour que les associations féministes aient les moyens d'accompagner les femmes victimes de violences.

Les réponses obtenues sont faibles (plate-formes, modifications juridiques...), et ne parviennent que peu ou pas à faire évoluer les choses.

Les organisations féministes et syndicales exigent avec le collectif « grève féministe » :

- Une loi-cadre intégrale contre les violences, comme en Espagne.
- 3 milliards d'euros nécessaires pour la mettre en œuvre
- Une Éducation à la Vie Affective Relationnelle et à la Sexualité (EVARS) effective partout
- L'arrêt immédiat de la baisse des financements et un rattrapage du budget des associations qui accompagnent les victimes et assurent l'éducation populaire sur les questions de violences et d'égalité femmes-hommes.

Tout ceci n'est qu'une question de volonté politique, y compris trouver le budget y afférent.

Ce gouvernement a entrepris la construction d'un porte-avions, pour un coût de 10 milliards, a augmenté le budget des armées de 6,7 milliards. Mais que vaut la vie de femmes face au danger mondial et à la défense nationale ? Apparemment rien.

Si la surtaxe sur les grandes entreprises était maintenue dans ce budget 2026, ce serait 4 à 6 milliards de récupéré. Mais que vaut la vie des femmes face à la menace sur la « compétitivité nationale » ? Apparemment rien.

De l'argent il y en a. Notre détermination est sans faille.

**Nous serons massivement dans la rue,
et lutterons jusqu'au bout pour éradiquer
le patriarcat et les violences faites aux femmes !**

POURQUOI LE 25 NOVEMBRE ?

Le 25 novembre 1960, trois femmes dominicaines, les sœurs Mirabal furent assassinées sur les ordres du chef de l'État dominicain.

Patria, Minerva et Maria Teresa sont trois sœurs qui ont combattu la dictature du président Rafael Trujillo en République dominicaine. Tout commence quand le dictateur tente d'approcher l'aînée, Minerva, qui le repousse invariablement». Étudiante en droit à l'université, elle se révolte peu à peu contre cette dictature et se rapproche des communistes.

Face à son refus, Trujillo ordonne l'arrestation de son père et en fait un ennemi de l'État. Dès lors, les trois sœurs s'engagent corps et âme dans la lutte. Épouses d'opposants au régime, Minerva et María Teresa sont emprisonnées, violées et torturées à plusieurs reprises, devenant des cibles récurrentes de la répression d'État.

Le 25 novembre 1960, les trois femmes se rendent en prison pour visiter leurs maris détenus. Sur le chemin du retour, elles sont arrêtées par des hommes de main de Trujillo, puis emmenées dans un lieu isolé où elles sont assassinées à coups de machette, avant que leurs corps ne soient replacés dans leur voiture



pour simuler un accident. Ce féminicide d'État soulève une onde de choc en République dominicaine, cristallisant la colère et le désir de changement. Moins d'un an plus tard, Trujillo est assassiné, et son régime s'effondre.

Leur héritage dépasse les frontières dominicaines. En 1999, l'ONU proclame le 25 novembre Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, en hommage.

En 1999, l'Assemblée générale de l'ONU proposait que la journée du 25 novembre soit consacrée à des activités destinées à sensibiliser l'opinion publique sur la question des violences à l'égard des femmes et la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes a été instaurée.



Stop aux procédures baillon !!

Solidaires a participé à un rassemblement de victoire contre un procès baillons avec la CGT, la FSU, l'UNEF et d'autres associations devant le Tribunal de Grande Instance de Paris le 16 octobre dernier. Il s'agissait d'un procès en diffamation intenté par un agresseur faisant parti de la CGT à l'encontre d'une camarade de la CGT, de la cellule de veille contre les violences sexistes et sexuelles de la CGT (en la personne de Philippe Martinez puisque les cellules n'ont pas de personnalité juridique) ainsi que d'autres personnes. Tandis que la procédure courrait depuis 4 ans, l'agresseur s'est finalement désisté au dernier moment quelques jours avant l'audience !

Solidaires a pris la parole pour dire tout notre soutien aux camarades de la CGT victimes, et pour s'élever contre ces procès baillons, déni des agresseurs, et étape du long parcours d'une victime de VSS qui a décidé de parler et de dénoncer les faits. Depuis 2018, les organisations syndicales ont pris en charge, de plus en plus, les femmes victimes de ces violences sexistes et sexuelles au travail, et des procès sont en cours où Solidaires informatique, et Solidaires RATP poursuivent des employeurs coupables de harcèlement sexuel ou de n'avoir rien fait.

Ce sont les collectifs syndicaux qui se sont aussi organisés ces dernières années pour lutter contre les VSS qui existent dans nos propres organisations. Les collectifs sont essentiels pour accompagner les victimes, et pour clairement porter le message que nous ne nous laisserons pas faire, et que chaque fois que nous faisons front commun, ce sont les agresseurs qui reculent !



ACTU des MOBILISATIONS

Le 15 novembre: rejoignons les marches contre les violences faites aux enfants et aux ados

En France, un enfant meurt tous les cinq jours d'infanticide. De même, chaque année 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles. Ces chiffres montrent l'ampleur des violences faites aux enfants.

Ces violences existent dans un continuum et dans différents espaces de la famille, à l'école en passant par les services sociaux et la santé. L'adultisme est le système qui place les adultes au-dessus des enfants et des ados, qui nie leurs droits, leurs besoins et leurs voix, et qui produit des violations extrêmes de leurs droits fondamentaux, jusqu'à nier leur existence même. Les enfants sont victimes de violences mais ils et elles se voient également privé-es de leurs droits : droits à la santé, droit à l'école, droit au logement.

La défense des droits des enfants est un enjeu collectif car elles et ils sont violenté-es dans nos espaces privés mais aussi sur nos lieux de travail. De plus, les gouvernements successifs et les politiques d'austérité ne cessent d'attaquer les enfants en réduisant les budgets des institutions censées les défendre.

Le 20 novembre est la journée internationale des droits des enfants. Pour défendre leurs droits, le collectif enfantiste appelle à se mobiliser et à rejoindre les manifestations organisées dans de nombreuses villes en France, le 15 novembre. L'Union syndicale Solidaires est signataire de cet appel à mobilisation. Plus que jamais, la justice sociale passe par la défense des droits des enfants.

Site de la mobilisation: <https://collectifenfantiste.fr/mobilisation-contre-les-violences-faites-aux-enfants-ados/>

Le 20 novembre: journée du souvenir trans, Solidaires appelle à rejoindre les différents événements du TDor

Le 20 novembre, la communauté trans commémore ses adelphe-s assassiné-es et suicidé-es à l'occasion de la journée du souvenir trans, déclinaison française du Trans Day of Remembrance (TDoR). Cette journée, initiée en 1999 en hommage à Rita Hester, femme trans assassinée, est une occasion de rappeler l'urgence de protéger les personnes trans et de construire des ripostes collectives face aux violences systémiques qu'elles subissent. L'Union Syndicale Solidaires appelle les personnes trans et leurs allié-es à rejoindre les mobilisations organisées partout en France.



OCTOBRE ROSE ASSEZ DE PINKWASHING, PLUS DE PRÉVENTION!

Ce mois d'octobre encore, nous sommes incité-es à porter le fameux ruban rose contre le cancer du sein. Tant mieux si c'est l'occasion au travail de parler de cette maladie encore taboue et de passer quelques messages de prévention. Mais il ne faut pas cacher que c'est aussi l'occasion de récupérations marketing honteuses sur le dos de la prévention des cancers.

Cette appropriation des luttes des femmes contre cette maladie a commencé dès l'origine de ce ruban rose.

Dans les années 90 **Charlotte Haley**, a sans moyens et sans relâche alerté le public sur le manque de mesures de prévention contre le cancer et notamment celui du sein. Elle avait été entourée de femmes dans sa famille touchées par cette maladie. Pour afficher son soutien à sa cause, elle proposait des rubans faits par elle et de couleur pêche aux personnes. Démarchée par une entreprise de cosmétiques, elle a refusé de céder son idée

et rubans à une entreprise commerciale, qu'à cela ne tienne Estée Lauder a changé la couleur pour du rose !

Depuis, grand nombre d'entreprises notamment de cosmétiques ont rejoint le mouvement. Et dans les hôpitaux, les femmes touchées par le cancer sont incitées à « rester féminine » comprendre mettre des crèmes et du maquillage... alors qu'elles doivent affronter des traitements difficiles et souvent de grands bouleversements dans leur vie.

Tant mieux si les hôpitaux proposent une aide aux femmes touchées par cette maladie et que ses soins esthétiques aident à se sentir mieux pour certaines patientes. Mais on serait aussi très heureuses qu'on laisse tranquille les femmes avec ces injonctions à rester « féminine » ! Puisqu'il faut le dire : On a droit d'avoir un teint dégueu pendant les traitements du cancer et d'être pourtant câlinées et admirées !

Comme Charlotte Haley, revendiquons des moyens pour la prévention des cancers, revendiquons des moyens pour les hôpitaux, revendiquons des moyens pour la recherche !

Retrouvez notre analyse et nos revendications dans notre tract précédent : <https://solidaires.org/sinformer-et-agir/brochures/argumentaires/cancers-feminins-a-bas-le-sexisme/>

À la distribution éphémère de rubans roses, nous préférons des messages concrets. Apposons et diffusons dans tous les lieux de travail ces affiches en recto du tract. Des signes avant-coureurs d'un cancer peuvent être détectés par soi-même mais pour cela il faut en avoir été informée !

Sud Travail
Affaires
sociales



Le terme « pinkwashing » a été inventé il y a 22 ans par l'association américaine militante Breast Cancer Action en réponse à l'augmentation des campagnes de sensibilisation au cancer du sein et à l'utilisation commerciale du Ruban rose. Frustrée par le manque de responsabilisation et de transparence, ainsi que par l'hypocrisie des marques, cette association a lancé, en 2002, la campagne « Think Before You Go Pink » (pensez avant de roser) afin que cesse l'exploitation des personnes atteintes d'un cancer du sein et de la maladie en elle-même, et afin d'encourager les consommateurs à réfléchir avant d'acheter des produits et services estampillés du Ruban rose.

DES SIGNES POSSIBLES DE CANCER DU SEIN

Si vous observez un de ces changements,
ou en cas de doute, consultez votre médecin.



L'autopalpation

La méthode circulaire



Lever le bras pour
palper votre sein

Utilisez les trois
doigts de votre main et
effectuez des petits
mouvements rotatifs sur
l'ensemble du sein.
Réalisez une pression légère,
moyenne, puis ferme



Examinez
l'ensemble de la poitrine

Entre la courbe du sein
et l'aisselle ; à réaliser
en position debout, assise
ou allongée



Examinez
le mamelon

Pressez-le délicatement et
observez si cela provoque
un écoulement (de liquide
ou de sang).

> Répétez les mêmes gestes sur chaque sein

LES FEMMES, LES MINES, LA TERRE

Article 8 Un série qui vous raconte l'impact de l'extractivisme minier sur les femmes des communautés andines dans le sud du Pérou

L'écologie qui glorifie la lutte des femmes autochtones contre les projets miniers transnationaux a tendance, on l'a vu, à reproduire des clichés sexistes et racistes-coloniaux, et à dépolitiser les luttes.

Ce huitième et dernier article de la série « Les femmes, les mines, la terre » a pour objectif de pointer certaines lignes politiques qui sont, à mon sens, bien plus efficaces pour réduire la pression des transnationales sur les territoires autochtones, et donc à amoindrir les différents niveaux de violence auxquelles les femmes les plus précaires doivent faire face dans ces contextes.

Vous trouverez l'ensemble de la série dans un numéro spécial de «Solidaires et Egales»

Lutter contre le « tout-numérique » et la transition énergétique

La transition énergétique telle qu'elle est promue en France, en Europe et dans le monde capitaliste en général, repose sur des technologies dites « vertes » comme les panneaux photovoltaïques et les véhicules électriques. Or, la production de ces technologies impliquent une course aux métaux rares effrénée, comme le lithium dans le triangle frontalier entre la Bolivie, l'Argentine et le Chili; ou bien le cuivre, extrait massivement dans les provinces hautes de Cusco où je travaille.¹ Comme le souligne Rodrigo Azocar, qui travaille sur le lithium extrait dans le désert d'Atacama, on assiste à une «décarbonation par dépossession»:

pour dé-carboniser les sociétés du Nord, il faut déposséder toujours plus les territoires autochtones au Sud. Pour un avenir « plus vert » au Nord, il faut encore plus piller, polluer, déposséder au Sud.

Ce sont bien des politiques publiques dans des pays comme la France qui sont ici en cause. D'abord, il s'agit de lutter contre les discours qui promeuvent l'individualisation de la responsabilité dans les discours écologiques (c'est-à-dire le capitalisme vert, le greenwashing). Re-politiser les causes du changement climatique est essentiel pour mettre en cause la sortie techno-solutionniste comme les énergies vertes ou les véhicules électriques, privilégiée par les différents gouvernements. Il faut au contraire (re)



Mobilisation contre la «présidente» Dina Boluarte, l'extrême-droite fujimoriste et les entreprises transnationales. Chubivilcas, juillet 2023

faire du collectif: transports publics et gratuits, rénovation des habitats, consommation locale et biologique dans les cantines scolaires, etc. c'est-à-dire réduire notre consommation globale de ressources.

Il faut également lutter contre l'obsolescence programmée, notamment en informatique/numérique. Les entreprises numériques produisent à dessein des technologies trop complexes pour qu'une pièce défaillante soit changée, et nous obligent à racheter entièrement un nouvel objet numérique. Mais il s'agit aussi de lutter contre les monopoles des GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft): Google renouvelle intégralement tous les deux ans ses serveurs afin d'assurer une continuité sans faille de ses services. Cela veut dire produire de nouveaux ordinateurs pour les datacenters, et donc l'extraction de tous les matériaux nécessaires pour cette production (or pour les microprocesseurs, cuivre et argent dans les contacteurs et les câbles conducteurs, étain pour les soudures électroniques, indium dans les écrans tactiles, tantale et palladium dans les condensateurs, ruthénium ou platine dans les disques durs, etc.) En ce sens, parier sur des fournisseurs d'accès associatifs comme Globenet, la réparation dans les fablabs, bref la réappropriation collective des technologies numériques, est essentielle.²

Lutter contre le complexe industriel-militaire néocolonial

Selon la sociologue Jules Falquet, environ 10 % de l'électronique mondiale est utilisée par les militaires, notamment par l'armée états-unienne. Une collaboration entre l'Observatoire des Armements et la campagne BDS a récemment montré que des entreprises grenobloises comme ST Microelectronics ou Soitec produisent des semi-conducteurs électroniques... utilisés dans des



Contre la transition énergétique capitaliste et les technologies vertes prédatrices de ressources minières

armes envoyées à Israël pour commettre le génocide qu'on sait en Palestine. La collaboration entre des grandes entreprises du numérique et le régime colonial israélien (pour les technologies de surveillance de masse mais aussi pour la production d'armes 'high tech') est bien mise en lumière par la campagne « No tech for Apartheid ».³

Mais la responsabilité de cette industrie ne s'arrête pas là. On l'a vu, la répression policière contre les mouvements sociaux qui contestent la présence ou les modalités d'extraction minière transnationale produit régulièrement des massacres. Or, depuis les années 2010, la gendarmerie française envoie régulièrement des instructeurs pour enseigner aux policiers péruviens des techniques de maintien de l'ordre « pour garantir les droits humains » dans les mobilisations sociales. Ce qui paraît assez ironique,

compte tenu du « grand respect » que nos forces de l'ordre ont pour les droits humains lors de l'encadrement de mobilisations sociales en France. Dans une brochure au sujet de la présence de l'Armée française en Afrique,⁴ l'association Survie notait que « en vertu d'accords d'assistance technique et de coopération militaire, la France a formé, encadré et équipé en armes et matériels militaires bon nombre d'armées africaines. Ses conseillers militaires font encore parfois office de chefs d'État-major officiel [...] en échange d'un droit 'd'approvisionnement préférentiel' pour la France concernant les matières 'stratégiques' (pétrole, uranium...) ». On assiste donc à une boucle néocoloniale : l'armée française forme les polices et armées nationales à réprimer les mouvements sociaux qui contestent l'extractivisme, grâce auquel sont produites les armes 'high-tech' qu'elle utilise pour as-



Alliance des extrêmes droites: Keiko Fujimori, la fille de l'ancien dictateur Alberto Fujimori qui a passé 15 ans en prison pour corruption et crimes divers (exécution extra judiciaires, etc) avec des représentants du parti espagnol d'extrême droite Vox

seoir sa domination. Lutter contre la militarisation en France est donc une branche essentielle de solidarité avec les populations qui subissent l'extractivisme sur leur territoire.

Lutter contre l'internationale fasciste

Finalement, la lutte antifasciste est cruciale pour lutter contre les industries extractives. Depuis le coup d'État contre le président péruvien Castillo fin 2022, le parti d'extrême droite lié à l'ex-dictateur Fujimori a repris le pouvoir et s'est vu à relancer tous les projets miniers mis en stand-by à cause des conflits sociaux. Ce même parti fujimorsite a adhéré au pacte de Madrid, promu par le parti fasciste espagnol Vox, et qui articulent toutes les extrêmes droites latino-américaines. En Argentine, Milei a promulgué en juin 2024 la Ley Bases, une loi encourageant l'investissement dans les industries d'extraction.⁵ Si l'Amérique latine reste un champ de bataille et que l'extrême droite n'a pas encore réussi à s'appropriier le pouvoir partout, reste que ces forces politiques sont extrêmement bien organisées, par exemple par le biais de la Fondation Internationale pour la Liberté et le Réseau Atlas. Une fois au pouvoir, ces extrêmes droites renforcent l'arsenal répressif qui s'abat en

premier lieu sur les populations autochtones, majoritairement organisées contre la présence d'entreprises extractives sur leur territoire. Lutter en solidarité avec elles, c'est donc organiser l'internationale anti-fasciste et empêcher nos propres partis d'extrême droite d'investir des ressources dans les campagnes électorales de leur contre-parties latino-américains qui ouvrent le feu sur nos camarades en lutte.

¹ Sur le lien entre transition énergétique et extraction du cuivre, voir le rapport d'Oxfam et CooperAccion: Transición justa: El cobre para la transición energética y el corredor del sur andino. <https://cooperaccion.org.pe/wp-content/uploads/2024/06/TEJ-y-corredor-minero.pdf>

² Voir notamment le n°21 de la collection

Passerelle "Low tech : face au tout numérique, se réappropriar les technologies": https://www.ritimo.org/IMG/pdf/pass21_low_tech_numeriques-2.pdf

³ Voir également l'article "Voir le monde comme un-e Palestinien-ne. Luites intersectionnelles contre Big Tech et l'apartheid israélien": <https://www.ritimo.org/Voir-le-monde-comme-un-e-palestinien-ne>

⁴ https://survie.org/IMG/pdf/survie4p-ar-mee-web_2018.pdf

⁵ <https://www.ritimo.org/Les-reformes-du-double-extractivisme-de-Milei-representent-une-menace-pour-l>

Les communautés d'Espinar en grève contre la société minière Glencore



Violences sexistes et sexuelles dans l'Éducation nationale,

PAS DE DOUBLE PEINE POUR LES VICTIMES !

Au moins deux femmes sur cinq affirment avoir subi des violences sexistes ou sexuelles au travail (VSST) et une femme sur cinq déclare avoir subi des comportements à caractère sexuel sur son lieu de travail (enquête Genese 2021). Au sein du ministère de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (ESR), ces chiffres sont sans doute encore loin de l'ampleur des VSST : dans une enquête réalisée par SUD éducation en 2024, 60% des sondé-es affirmaient avoir déjà été victimes de VSST.

Ces violences comprennent des insultes, des discriminations, du harcèlement, des menaces, du chantage, mais aussi des agressions physiques et sexuelles.

Dans le cadre du travail, la précarité constitue un facteur supplémentaire de vulnérabilité face aux violences de genre. On sait également que les femmes racisées, handicapées et les personnes LGBTQIA+ sont davantage exposées aux violences sexistes et sexuelles au travail comme ailleurs. Aujourd'hui, le ministère de l'Éducation nationale et de l'ESR ne répond toujours pas à ses obligations de prévention et de protection des victimes. SUD éducation dénonce la victimisation secondaire au sein du ministère, c'est-à-dire l'ensemble des violences des institutions et des professionnel·les sur des victimes lors du traitement de VSS lorsqu'iels font preuve d'incrédulité, de condescendance, qu'iels véhiculent des propos sexistes, ou refusent tout simplement de prendre en charge ces violences et les nient.

Les victimes subissent déjà des conséquences très importantes dans leur vie de tous les jours...

Être victime de VSST c'est avoir sa santé altérée

95% des victimes de VSS estiment que les violences ont eu un réel impact sur leur santé mentale (ENVEFF, 2003). Le fait d'avoir subi des violences sexuelles multiplie notamment par 26 le risque de faire une tentative de suicide.

Être victime de VSST, c'est être précarisée

Le coût moyen des frais d'avocats pour une victime d'agression sexuelle est de 4000 euros et de 6000 euros pour une victime de viol (Fondation des femmes). À ces frais juridiques, il faut ajouter les coûts d'accompagnement psychologique et les arrêts maladie. Le jour de carence ainsi que l'indemnisation à seulement 90% du traitement indiciaire pendant les 3 premiers mois de l'arrêt maladie (contre 100% auparavant) diminuent les revenus des victimes.

Être victime de VSST, c'est travailler dans des conditions dégradées

40 % des sondé-es se sont déjà senti·es mal au travail suite à des VSST et ont eu recours à des stratégies d'évitement de leur agresseur (Enquête SUD éducation 2024). Les victimes de VSST ne doivent pas avoir peur au travail. Elles doivent être soutenues et accompagnées.

Les violences au travail s'inscrivent dans un continuum de violences au sein duquel les personnes les plus exposées à ces violences sexistes et sexuelles sont celles qui subissent d'autres formes de discrimination liées à leur âge, leur origine, leur religion réelle ou supposée (75 % des agressions islamophobes visent des femmes), leur identité de genre (85 % des personnes trans sont agressées au cours de leur vie), leur situation de handicap (80 % des femmes en situation de handicap ont été victimes de violences) et/ou leur orientation sexuelle (plus de 60 % des agressions LGBTIphobes sont commises par des hommes cis).



... Et les victimes doivent en plus faire face à une administration maltraitante

SUD éducation accompagne et assiste des victimes face aux manquements répétés du ministère. Voici quelques exemples de manquements du ministère et de ses obligations :

Refuser de reconnaître les VSST	→	Les agissements sexistes, le harcèlement, les agressions sexuelles sont des délits. Le viol est un crime. Toutes les hiérarchies et les personnels de l'administration doivent être formé-es (circulaire du 9 mars 2018)
Faire la sourde oreille / ne pas répondre aux signalements	→	L'administration doit prendre toutes les mesures concrètes pour protéger la victime et arrêter les violences (circulaire du 9 mars 2018)
Présenter les VSST comme des conflits et proposer une	→	Les modes alternatifs de résolution des conflits en cas de violences, y compris la médiation et la conciliation sont interdits (Convention d'Istanbul de 2011).
Considérer que la victime doit porter plainte / que l'administration ne peut rien faire tant qu'une enquête judiciaire est en cours	→	Les procédures juridiques et les procédures disciplinaires de l'employeur sont deux démarches différentes et sont menées en parallèle (circulaire du 9 mars 2018)
Ne pas lancer d'enquête interne	→	C'est une obligation pour l'administration de procéder à une enquête interne, c'est-à-dire une investigation en tant qu'employeur, dans les délais les plus brefs (circulaire du 9 mars 2018)
Bâcler l'enquête interne	→	L'administration doit rechercher tous les éléments permettant d'établir des agissements fautifs de la part de ses agents (CAA Douai, 05/07/2005, n°04DA0055)
Choisir des enquêteurs non-formés ou mal formés	→	L'administration doit s'assurer « que les enquêteurs présentent les garanties de compétence et d'impartialité requises ». Les enquêteur-euses doivent être formé-es. (Défenseur des droits, 20 avril 2020)

Ces manquements sont systémiques. 83% des personnes qui se sont tournées vers leur hiérarchie suite à des violences sexistes et sexuelles considèrent qu'elles n'ont pas été aidées, et une personne sur deux n'a eu aucune réponse lorsqu'elle a écrit un signalement dans le registre RSST sur des violences subies (enquête SUD éducation 2024). L'administration est responsable de ces atteintes aux droits des personnels.

Les victimes de violences sexistes et sexuelles ont des droits, la plupart sont inscrits dans la circulaire du 9 mars 2018 relative à la lutte contre

les violences sexuelles et sexistes dans la fonction publique : elles disposent d'un droit à l'information sur les violences, leur qualification juridique et leur prise en charge par l'administration, d'un droit à une orientation et un accompagnement, notamment financier, dans les procédures juridiques, d'un droit à un accompagnement médical et une prise en charge des frais afférents. En outre, les victimes ont droit à la protection fonctionnelle : droit fondamental qui assure une protection à tout-e agent-e public-que. Ils doivent être explicités aux victimes par les cellules d'écoute qui existent aujourd'hui dans chaque académie.

Pour SUD éducation, ces situations sont inacceptables

SUD éducation accompagne régulièrement des victimes dont les droits ne sont pas respectés. Certaines victimes doivent continuer à travailler avec leur agresseur. D'autres ont dû prendre en charge leurs frais juridiques après avoir été agressées sur leur lieu de travail. Ces comportements participent à maintenir l'omerta sur les violences sexistes et sexuelles et à faire taire les victimes. Trop de collègues doivent se mettre en arrêt maladie pour ne plus avoir à supporter des conditions de travail dégradées suite à des VSST. Ces violences et ces manquements sont d'autant plus forts quand les victimes sont des personnes LGBTQIA+, racisées ou handicapées.

Être victime de VSST au sein du ministère de l'Education nationale signifie subir une double peine. Celle d'être victime des VSST dans un premier temps et celle de faire face à une administration maltraitante. Pour SUD éducation, le ministère de l'Education nationale et de l'ESR doit croire les victimes, les protéger et les accompagner. Il doit de toute urgence déployer des moyens pour rendre les droits des victimes de VSST effectifs.

Quels sont mes droits en cas de VSST ?

En tant que victime je peux et j'ai le droit de :

- remplir le registre santé et sécurité au travail, le registre danger grave et imminent ou une déclaration d'accident de service ;
- saisir la médecine du travail ;
- demander la protection fonctionnelle qui peut prendre diverses formes : assistance juridique avec possibilité d'une prise en charge de certains frais d'avocats dans le cadre de poursuites judiciaires, prise en charge médicale, accompagnement psychologique et administratif, etc...
- informer le procureur dans le cadre de l'article 40 du code de procédure pénale
- porter plainte ;
- saisir le Défenseur des droits
- me faire accompagner par un syndicat SUD éducation

Face aux violences sexistes et sexuelles au travail, SUD éducation revendique :

- de sanctionner les auteurs des violences sexistes et sexuelles, et d'accompagner et protéger les victimes ;
- l'application pleine et entière de la circulaire du 9 mars 2018 relative à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans la fonction publique et de la convention d'Istanbul ;
- l'abrogation du jour de carence, qui pénalise financièrement les victimes de violences sexistes et sexuelles ;
- le retour à une indemnisation à 100% du traitement indiciaire pendant un arrêt maladie.



Femmes syndicalistes, racontons nous !

une série sur la démasculinisation de l'histoire

réalisée par Anouck de Sud Culture,

membre du collectif Rue de la Commune qui associe histoire et mémoire sociale

DES CORPS CONTRE LA DOMINATION

Des luttes ouvrières contre le « droit de cuissage »

Alors que se profile la journée internationale de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, il est intéressant de revenir sur les luttes au travail contre les abus sexuels perpétrés par l'encadrement souvent sous la menace d'un renvoi.

On appelle souvent cette pratique un « droit de cuissage ». Cette expression est très présente dans la presse du XIXe siècle. Il s'agit surtout alors de se distinguer du vilain Moyen-âge et notamment des rapports féodaux. Grâce aux travaux d'une historienne Marguerite Gonon, on sait aujourd'hui que le droit de cuissage est en large partie construit sur un mythe. Mythe largement porté par les auteurs des Lumières puis par Jules Michelet dans son histoire de France. L'expression est liée au droit du cuissage du pain.

Quoiqu'il en soit, la presse ouvrière de la fin du XIXe siècle va donc utiliser l'expression droit de cuissage et consacre nombre d'articles sur les abus sexuels au travail. Le libertaire rapporte par exemple en 1897, la misère dans laquelle sont plongées les jeunes filles qui refusent de se soumettre au patron, il nous offre au passage les résistances qui naissent :

« Il vient de se passer à Saint-Denis des faits qui sont une preuve de ce que j'avance.

Les parents de quelques apprenties de l'usine Burk s'apercevaient que leurs filles dépérissaient, sans qu'ils pussent s'en expliquer la cause.

Mais quelques-unes qui, dans la crainte d'un renvoi, s'étaient tues jusqu'ici, viennent de faire découvrir le pot-aux-roses. Fatiguée de servir de jouet à un contremaître, elles dénoncèrent celui-ci qui fut aussitôt arrêté.

Avec un révoltant cynisme, il fit l'aveu des faits, se contentant de répondre pour se justifier : "Ben quoi ! n'y a-t-il plus moyen de rigoler ?" » Le libertaire, 22 avril 1897.

A croire que les justifications n'ont pas beaucoup changé. Ainsi la dénonciation des abus sur les ouvrières

est au moins aussi ancienne que les ouvrières elles-mêmes. L'usage de l'expression « droit de cuissage » est finalement liée à la dénonciation même de la pratique. Mais ces oppositions que la presse relate ne sont cependant pas prises en charge par le mouvement syndical et le mouvement socialiste. Elles sont présentées comme des réactions morales normales. C'est comme ça qu'une des grèves les plus étonnantes du début du XXe siècle est longtemps restée sous les radars.

La grève des Peintresses de Limoges.

Une des grandes affaires contre le « droit de cuissage » fut la grève des Porcelainiers de Limoges en avril 1905. Cette grève entra dans l'histoire car elle fut réprimée et un jeune porcelainier Camille (?) mourut le 17 avril. Les motifs de cette grève, qui s'étend du 29 mars au 24 avril 1905 sont sous les radars. Mais dans un ouvrage intitulé *Le droit de cuissage. France, 1860-1930*, paru aux Éditions de l'Atelier, l'historienne Marie-Victoire Louis (fondatrice de l'AVFT) plonge dans l'histoire de ce conflit et en offre une lecture féministe.

La grève déclenchée fin mars 1905 semble d'abord se constituer contre un contremaître dénommé Penaud ou Penot selon les écritures, et prend la forme d'une dénonciation d'un autoritarisme de ce dernier, qui cache des abus sexuels sur les ouvrières. Les réactions patronales qui entraînent un lock out sur toute la ville de Limoges donne rapidement un caractère national au conflit, qui s'enlise, jusqu'à faire naître des émeutes dans la ville de Limoges.

Si la presse classique est restée somme toute assez muette sur les vraies raisons du conflit, la presse socialiste et anarchiste offre des formules plus claires. Ainsi Le Travailleur du 23 avril 1905 rapporte tout simplement : « On connaît les causes de cette nouvelle hécatombe, de ce nouveau Fourmie, qui se reproduit quatorze ans après l'autre. Les ouvriers d'une usine dont le patron est un étranger se mirent en grève il y a quelques jours pour obliger leur patron à révoquer un directeur lubrique qui pratiquait le droit de cuissage sur ses ouvrières. C'était une simple question de moralité que défendaient ainsi les travailleurs de M. Haviland. »

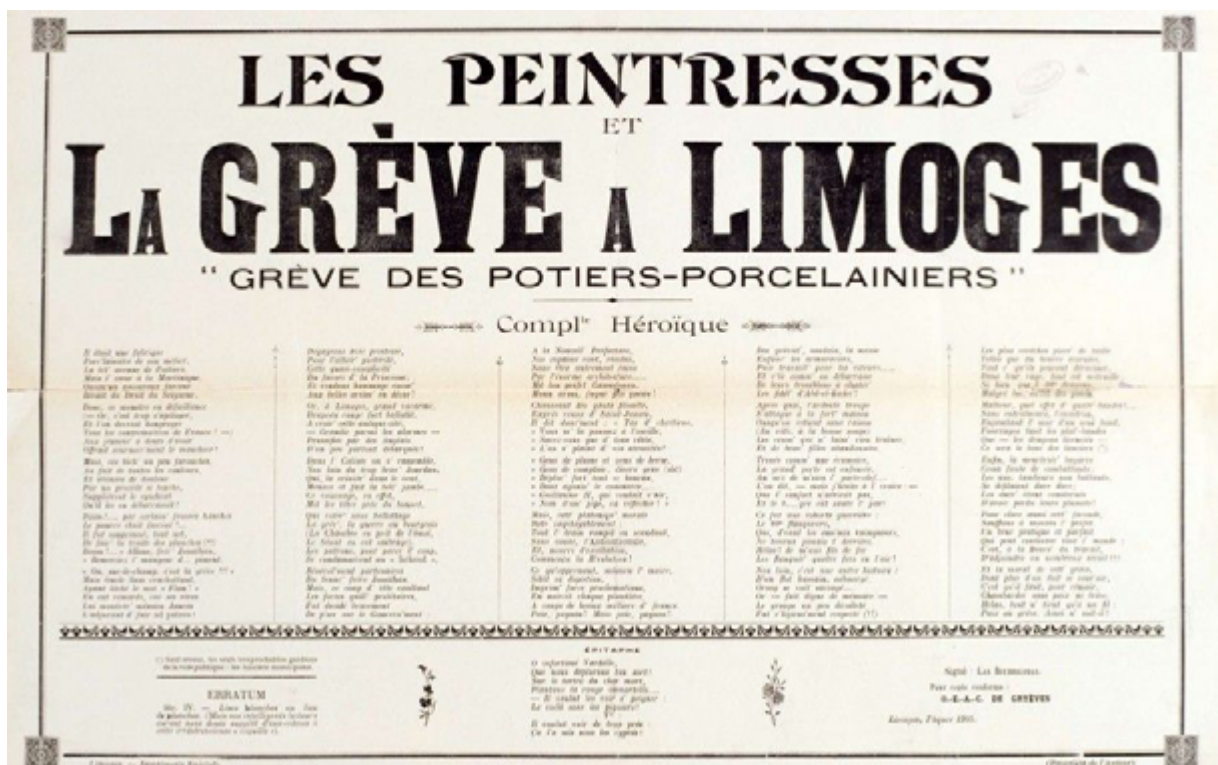
Marie Victoire Louis offre cependant un autre motif au silence sur cette grève : la façon dont les ouvriers eux-mêmes nomment le conflit dont ils sont les porte-paroles. En effet, alors que les ouvrières représentaient une large partie des usines (presque 40% semble-t-il), leurs paroles sont absentes. Pourtant elles sont largement syndiquées. Les archives de l'époque montrent leur présence en nombre aux manifestations, une plainte intitulée Les Peintresses avancement même qu'elles seraient à l'origine du saisissement du syndicat. Au travers de la dénonciation des abus sexuels, se joue aussi le rapport entre le patronat et les ouvriers. Les abus de Pénaut et le refus de Havilland de le renvoyer sec sont interprétés comme une volonté de toute puissance économique du patronat. L'ouvrier doit trimer. Sa femme aussi, et elle le doit doublement.

Mais les analyse n'iront pas plus loin car la grève se niche en réalité au cœur des contradictions du mouvement ouvrier. Notre historienne note que les débats oscillent entre une défense de l'honneur ouvrier, une défense de la famille ou une dénonciation du droit de cuissage... Le soutien des ouvriers aux ouvrières est probablement lié à un rapport viriliste. Les ouvriers lisent dans les abus sur « leurs » femmes une façon pour le patronat de les soumettre. Ce conflit voit revenir le vieux serpent de mer proudhonien concernant le droit des femmes à travailler.

Marie Victoire Louis relate que les revendications du 1er mai 1905 à Limoges contiennent à la fois la suppression du travail des femmes de certaines industries et l'égalité des salaires.

Plus largement, Jaurès défend l'honneur des hommes dont les femmes furent attaquées, la CGT concentre son discours contre les patrons immoraux, sans même citée les ouvrières grévistes, les anarchistes en appellent aux pères individuellement pour défendre leurs filles contre le patronat...

Rare sont ceux qui parleront des ouvrières, les victimes directes de ce contremaître et tant d'autres, et de l'action collective. On y décompte un député socialiste Gaétan Albert-Poulain, qui fit part à l'assemblée du courage des femmes qui dénoncèrent les faits dont elles étaient les victimes et qui dénonce l'existence du droit de jambage dans trop d'endroits. L'autre citée est une syndicaliste aveyronnaise, qu'on appelait la citoyenne Sorgue. Après avoir rappelait que nombre de camarades se posèrent des questions sur cette grève... elle salue les grévistes en ces mots : « *C'est l'admiration de tout le prolétariat qu'ils méritent. Ils ont fait preuve d'une conscience, d'un courage et d'un héroïsme sans pareils. Et ce sont surtout les femmes que je salue, elles qui n'ont pas eu peur d'offrir leurs poitrines aux baïonnettes. Votre attitude prouve que vous avez conscience des souffrances de la femme prolétarienne.* » Elle rapporte les témoignages qu'elle recueille au fil de ses déplacements dans tout le pays. Preuve en est d'un mouvement féminin et féministe qui déjà ne s'en laissait pas compter !





Voir clair avec Monique Wittig

Pour la seconde édition de La Transmission, l'association Label Gouine* a choisi d'organiser avec l'Union Solidaires la programmation du spectacle «Voir clair avec Monique Wittig» du collectif DameChevaliers.

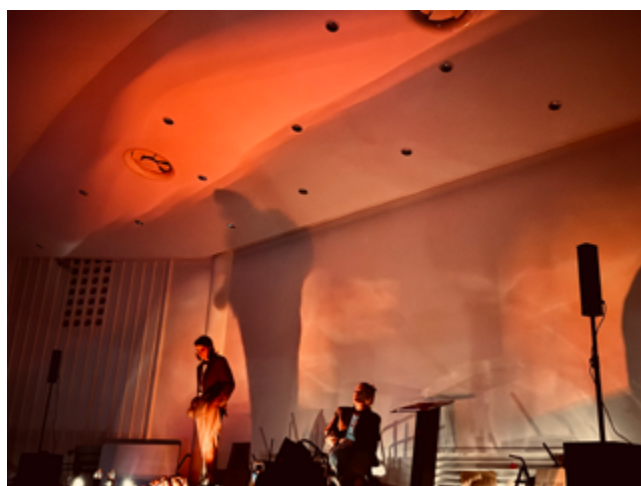
Ce 30 octobre, la salle Hénaff de la Bourse du Travail a été un espace de transmission féministe et queer. La lecture performance était orchestrée par le collectif DameChevalier porté par Adèle Haenel et Caro Geryl devant une salle comble. Elles nous ont plongé dans «La pensée straight» de Monique Wittig, figure majeure du

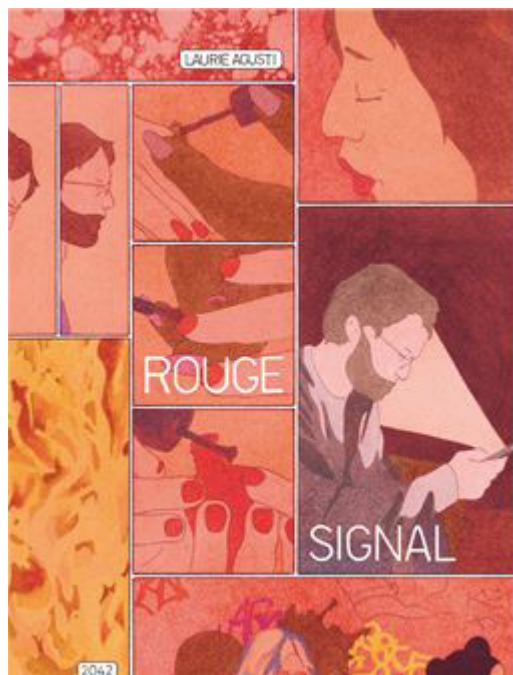
Mouvement de Libération des Femmes (MLF), du lesbianisme radical (en fondant notamment les Gouines Rouges) et pionnière des études de genre. À travers son œuvre, elle cherche à bouleverser la catégorie de sexe, le régime oppressif hétérosexuel naturalisé dans la société.

Un feu est au centre de la scène, autour duquel on se rassemble, comme une réunion syndicale secrète, pour discuter, s'interroger, inventer un autre monde. La voix d'Adèle Haenel, accompagnée de la musique et effets sonores de Caro Geryl, nous transporte dans cette veillée d'un autre genre, où l'ont réfléchi ensemble. Les mots de Monique Wittig, disparue il y a un peu plus de 20 ans, nous éclairent sur nos luttes actuelles. Elles nous poussent à poursuivre nos réflexions, notre déconstruction, pour construire la révolution féministe indispensable !

Les mots percutent, les émotions s'emmêlent, entre les larmes et les rires. Une expérience radicale et libératrice !

Une soirée qui donne envie de se plonger ou replonger dans l'œuvre de Monique Wittig.





Rouge signal de Laure Agusti

Alexandre est effacé et surtout mal dans sa peau. Pour «une meilleure version» de lui même, il choisit de se refermer, sur les écrans, les réseaux et rejoint un groupe d'hommes qui comme lui pense que leur mal-être est causé par les femmes à qui on donne trop de place. La quête prend progressivement une forme plus agressive jusqu'à atteindre une forme plus agressive. Depuis sa fenêtre, il regarde avec un dégoût grandissant la boutique qui se trouve de l'autre côté de la rue ; à l'intérieur, quatre femmes discutent en travaillant. BD sur les mécaniques d'une dérive masculiniste.

Nous sommes la voix de celles qui n'en ont plus

de Paola Guzzo et Romane Pellen

Une BD qui retrace l'histoire et l'évolution des collages féministes qui ont commencé en 2019 jusqu'à aujourd'hui. Un récit rempli de témoignages de collereuses qui se sont battu-es et se battent encore pour les droits des femmes. Le tout est expliqué de manière simple et percutante, de manière très documentée historiquement ou sociologiquement. Une lecture qui fait du bien, on se rend compte du travail fait et des avancées, mais ça nous rappelle que la lutte n'est toujours pas finie.



Et à la fin ils meurent de Lou Lubie

Ludique, précis et impertinent, un classique à avoir près de sa table de chevet. L'autrice déterre avec brio les racines bien profondes des contes les plus connus et souvent mal connus (origine, évolution sociale, portée éducative, sens caché et symbolique). Le tout dans un dessin tout mignon mais avec un humour bien grinçant!



Livres

Phallers de Chloé Delaume

Roman qui se lit vite et qui fait un bien fou !!!

On suit les aventures de Violette, qui se découvre un super pouvoir suite à une agression sexuelle: elle peut faire exploser la bite des mecs, implorer des phallus.

Elle retrouve ses «soeurs» qui ont le même super pouvoir, les Phallers.

Ensemble elles comprennent l'étendue de leurs pouvoirs, qu'est ce que le patriarcat, la lutte contre, l'auto-organisation et la sororité.



Séries

Nouvelle Page à Séoul (2025)

Thèmes : Healing Drama / Burn-out / Handicap / Amour (sous diverses formes)

C'est l'un de nos coups de cœur de cet été. Mais il faut prévoir des mouchoirs. Il y a des dialogues qui remuent dans ce K-drama.

Nouvelle page à Séoul est un healing drama (littéralement «drama de guérison» - sous-genre de K-drama dont le thème principal est la guérison émotionnelle et psychologique des personnages) centré sur deux sœurs jumelles, Mi-ji et Mi-rae, qui ont échangé leurs vies. Après des années de silence et de malentendus, elles se retrouvent pour affronter ensemble les traumatismes du passé et les défis du présent. La série explore la guérison après le burn-out, le harcèlement sexuel, la culture d'entreprise toxique, l'importance de la famille et la force de la sororité. L'intrigue met en lumière le droit à l'arrêt et à l'auto-découverte, avec une romance subtile qui sert de support à l'évolution personnelle des héroïnes. Un autre point fort de la série est la représentation du handicap, perçu non comme une «limitation», mais comme une «force différente».

Bref, ce K-drama est une petite pépite. Pour les personnes qui aiment l'action, le rythme est un peu lent. Mais tous les seconds rôles ont leur histoire aboutie comme l'histoire de Sangwol et Rosa ou celle de la mère de Lee Ho-Su qui est l'un des personnages qui m'a le plus émue.



Féminisme 75% - LGBTQIA+ 30% - Romance 60% - Paternalisme 15% (dans le monde de l'entreprise notamment) - Kimchi 55%
12 épisodes de 70mns sur Netflix

Thirty Nine (2022)

Thèmes : Sororité / Vieillesse / Maladie / Deuil.

Thirty Nine aborde la vie de trois amies à l'approche de la quarantaine. La série met en avant des femmes qui se soutiennent face aux défis personnels et professionnels. Elle explore des thèmes comme le vieillissement, la maternité (ou le choix de ne pas l'être), et la maladie et la manière dont cette épreuve renforce les liens. Sur le plan féministe, la série valorise la sororité et montre la richesse des vies de femmes célibataires ou en couple, en dehors des attentes sociales.

Thirty Nine est un K-drama magnifique, mais il est indispensable de prévoir des mouchoirs.

Féminisme : 95% - LGBTQIA+ : 0% - Romance : 40% - Paternalisme : 5% - Kimchi : 60% -
12 épisodes de 70mns sur Netflix

"Sois belle et tais-toi", un documentaire essentiel de Delphine Seyrig sorti plus de trente ans avant #MeToo

Entre 1975 et 1977, Delphine Seyrig a fait témoigner vingt-trois actrices devant sa caméra, de Rita Renoir à Jane Fonda. Ce film historique, restauré en 2023, est maintenant visible gratuitement sur le site Gallica. C'est comme si l'on trouvait un trésor enfoui, fragile mais intact, scintillant toujours de mille feux. Un trésor de paroles libres, si vivantes et contemporaines, qu'on revérifie de quand il date. Sois belle et tais-toi ! est un documentaire de cinéma en même temps qu'un document historique. Nous voilà entre 1975 et 1977. Delphine Seyrig a décidé de passer à l'action. Avec le concours de son amie, Carole Roussopoulos, l'actrice divine de Jeanne Dielman s'est procuré l'une des premières caméras vidéo produites en France. Ensemble, elles recueillent les témoignages de vingt-trois actrices françaises, américaines ou canadiennes (Jane Fonda, Juliet Berto, Maria Schneider, Ellen Burstyn, Jill Clayburgh, Marie Dubois...) qui évoquent leur métier et leur condition de femme. Un même constat accablant se répète sur le sexisme systémique pesant dans l'industrie du cinéma, l'omnipotence masculine, la pauvreté des rôles (soit vamp, soit mère au foyer), la peur des hommes à voir des femmes entre elles.

C'est du cinéma brut, sale, expérimental — aux antipodes de toute idée de formatage. La variété des plans (rapprochés ou non) et des poses, les éléments accidentels de tournage (brouhaha sonore, appels intempestifs...), les variations de lumière ajoutent de l'intensité. En deçà même de la valeur des témoignages, on est troublé de voir ces actrices, plus ou moins célèbres, se livrer ainsi, à nu, sans maquillage, sans rôle. L'aplomb de Rita Renoir. Jane Fonda, odalisque se levant de son lit en conquérante. La gouaille de Juliet Berto et Marie Dubois... Et parmi les moments d'émotion, d'épiphanie presque, il y a Maria Schneider devant la verdure, sa frange bouclée tombant sur les yeux. Et sa voix si douce disant des vérités implacables.

Disponible sur [Gallica](#)
(site de la BNF), après restauration.



*Delphine Seyrig -
1969*



CLAP DE FIN POUR LA MATER DES LILAS !

Mais un beau final pour cette maternité emblématique de la lutte pour le droit des femmes. Voulu et organisé par ses personnels, sages-femmes, auxiliaires de puer, médecins, administratives, agentes d'entretien, par des ex salarié-es, patientes, familles, élu-es locaux. Et par une équipe SUD Santé-Sociaux, notre D.S Corina Pallais en tête, qui aura mené le combat jusqu'au bout... Entre 300 et 400 personnes se sont d'abord rassemblées, dès 16 H ce jeudi, devant la Mater, où les travailleuses ont chanté à capella «... nos luttes n'y auront rien changé», avant une déambulation dans les rues des Lilas jusqu'au gymnase. Là, de nombreux témoignages jusqu'à 21 H, sur l'histoire de la maternité, sa connexion dès le début en 1964, avec la lutte pour le droit à l'IVG, puis les mobilisations (notamment de 2010 à aujourd'hui) pour préserver son existence, la qualité de ses prises en charge et son approche humaniste. Les salariées se sont ensuite retrouvées entre elles pour un dernier repas ensemble et une petite fête dans les locaux de la Mater.

Tristesse et colère mêlées... Il nous reste à obtenir la garantie qu'un centre de santé / CIVG sera bien maintenu dans la ville. Et à faire vivre la mémoire des «Lilas», pour imposer demain une autre politique de santé, respectueuse des professionnel-les et des personnes prises en charge.

Le combat continue



<https://nouveau.solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/nationales/clap-de-fin-pour-la-maternite-des-lilas-un-symbole-feministe-seteint/>

